

Investissement Canada—Loi

Plusieurs groupes reconnus ont présenté des rapports à ce sujet. Ce ne sont pas nécessairement des groupes avec lesquels je suis d'accord, mais ce sont certainement des organismes respectés. Récemment, ils ont publié des études qui montrent clairement que d'énormes investissements étrangers au Canada ne créent pas nécessairement les emplois dont parle le gouvernement. La majeure partie de l'investissement futur dont il est question à l'heure actuelle ira probablement à des industries de capital, comme la prospection pétrolière, minière et le reste. Ces investissements ne créeront pas nécessairement beaucoup d'emplois. Il ne suffit pas que de gros investissements soient effectués au Canada pour que des emplois soient créés. Ces investissements pourraient se solder par des profits, mais pas nécessairement par des emplois.

Si le gouvernement désire vraiment s'attaquer aux problèmes économiques de notre pays, il devrait peut-être envisager d'utiliser certaines des bonnes vieilles méthodes qui, nous le savons, donnent des résultats. Par exemple, pourquoi le gouvernement ne favorise-t-il pas sérieusement la construction de logements s'il désire vraiment créer des emplois? Les chiffres sont pourtant frappants quand on veut se donner la peine de les examiner. Pour chaque emploi que l'on crée dans le secteur de la construction de logements, on en crée trois ou quatre de plus dans des secteurs connexes. Dans la plupart des centres urbains du pays, le taux de logements convenables inoccupés est inférieur à 1 p. 100. Mon bureau, comme celui de la plupart des autres députés est inondé depuis un an environ de plaintes de gens qui disent n'avoir pas accès à des logements abordables. Je ne suis certainement pas vieux, mais lorsque je me suis marié et j'ai acheté une maison, c'était encore faisable. Les gens s'attendent encore à être en mesure d'acheter leur propre maison. Or, il faut pour ce faire que le chef de famille ait un revenu élevé ou que les deux conjoints travaillent. La plupart des jeunes couples qui se marient aujourd'hui ont peu de chances de posséder un jour leur maison. Ils sont de plus en plus nombreux à s'apercevoir aujourd'hui qu'ils doivent habiter chez leurs parents, afin de se loger, car il n'y a pas de place ailleurs. Si le gouvernement voulait vraiment répondre à ce besoin social évident et du même coup créer des emplois, il devrait peut-être jouer dans le secteur du logement le rôle que le secteur privé se refuse à jouer pour le moment.

Il y a une autre solution qui consiste à laisser plus d'argent aux contribuables. Pourquoi le gouvernement n'examine-t-il pas sérieusement certaines des injustices dont sont victimes de nombreuses personnes âgées à l'heure actuelle, du seul fait que leur pouvoir d'achat est insuffisant? Pourquoi le gouvernement n'envisage-t-il pas de donner plus d'argent aux personnes âgées afin qu'elles puissent finir leurs jours dans la dignité? Cet argent serait d'ailleurs réinvesti dans l'économie et ces personnes continueraient ainsi de participer à la vie économique du pays.

Dans le projet de loi sur Investissement Canada, le gouvernement a laissé entendre qu'il souhaite accroître l'investissement dans les domaines du changement et du développement technologiques. Je n'ai retrouvé dans le projet de loi aucune allusion aux conséquences du virage technologique pour la main-d'œuvre active du Canada et je n'ai entendu aucun ministériel en parler lors des discussions que nous avons eues. On ne fait pas grand-chose à l'heure actuelle pour faire acquiescer aux jeunes âgés de 15 à 24 ans les compétences dont ils auront besoin à la suite de cette grande révolution, si jamais

elle a lieu, que sera le changement ou le développement technologique. Des jeunes, non seulement de ma circonscription, mais d'ailleurs aussi, m'ont écrit pour m'apprendre qu'ils avaient pris part à des programmes gouvernementaux devant leur permettre d'améliorer leurs compétences en prévision des progrès technologiques, pour découvrir par la suite qu'il ne leur est pas possible de trouver de l'emploi, car le gouvernement a négligé de mettre l'accent sur la création d'emplois dans les domaines pour lesquels il assure leur formation. C'est là la preuve d'un grand manque de vision, à mon avis.

Je ne pense pas que les jeunes seront séduits par la décision du gouvernement d'ouvrir les portes du pays à l'investissement étranger et aux entreprises étrangères, et qu'ils croiront que les détenteurs de capitaux se laisseront attirer chez nous et que des emplois seront créés. Personne n'est dupe. Aucun de ceux qui suivent nos débats n'est dupe. Les jeunes Canadiens qui commencent à éprouver un grand cynisme, non seulement à l'égard des gouvernements, mais aussi des hommes politiques à tous les niveaux dès que ceux-là se mettent à parler de créer des emplois, ces jeunes, dis-je, ne sont pas dupes eux non plus. Ils voient bien où veulent en venir les gouvernements et les hommes politiques. Ces derniers se contentent d'opérations de relations publiques au lieu d'offrir des solutions concrètes. Si le gouvernement avait le moindre bon sens et l'intégrité dont il parle, il opterait pour la solution que j'ai proposée.

• (1620)

M. Ken James (Sarnia-Lambton): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de participer aujourd'hui à l'examen du projet de loi C-15 créant Investissement Canada ainsi qu'à l'étude des motions.

Afin de concilier les différents points de vue en matière de stratégie économique et aussi pour élaborer des politiques qui assureront la croissance soutenue de l'entreprise privée, notre gouvernement a décidé de favoriser la consultation et d'éviter l'affrontement. Le projet C-15 illustre justement la méthode consultative, à preuve les nombreux témoins venus déposer devant le comité permanent et les débats auxquels a donné lieu l'examen détaillé du projet. En somme, le C-15 est considéré comme une mesure importante.

La création de la richesse n'est plus considérée comme une chose acquise. Nous devons désormais rechercher et encourager vigoureusement tout ce qui peut favoriser la création de cette richesse. Je pense que nous avons entrepris de considérer nos problèmes d'une façon réaliste. Et le projet de loi C-15 est une première étape en vue de résoudre ces problèmes.

Après une décennie d'hostilité à l'égard de l'investissement étranger, le Canada est maintenant décidé à se montrer accueillant à son égard. Notre premier ministre (M. Mulroney) a dit que le rôle du gouvernement n'était pas de harceler le secteur privé mais plutôt de l'aider à créer la richesse et les emplois dont nous avons besoin. C'est ce changement d'attitude qui est à l'origine de la confiance qui gagne tous les secteurs de la société.

Je vais être bref, car j'ai un sentiment d'urgence comme l'a le reste des Canadiens. Aujourd'hui, en cinq heures de débat nous avons entendu 16 ou 17 intervenants. D'une façon générale, ils ne nous ont appris rien de neuf. Le débat en deuxième lecture a duré 16 heures et demie. Au comité permanent dont